

somme l'ONU d'agir faute de quoi les Etats-Unis le feront eux-mêmes -

Le président américain George W. Bush a mis jeudi à New York le régime irakien en demeure de renoncer aux armes de destruction massive et a sommé l'ONU, devant sa 57ème Assemblée générale, d'agir de manière résolue pour se faire respecter par Bagdad...

"Nous devons défendre notre sécurité, les droits inaliénables et les pouvoirs de l'humanité. Par tradition comme par choix, les Etats-Unis le feront", a-t-il affirmé, ajoutant que les membres des Nations unies avaient "aussi le pouvoir de le faire".

Auparavant, Kofi Annan, le secrétaire général de l'organisation, avait mis en garde George Bush contre une action unilatérale en Irak en rappelant que si tout pays attaqué a effectivement "le droit à l'auto-défense", seule une "légitimité donnée par les Nations unies" peut justifier l'usage de la force en dehors de ce cadre.

"Je pense que chaque gouvernement respectant la loi chez lui doit aussi respecter la loi à l'extérieur", avait-il ajouté.

Cette mise en garde de Kofi Annan n'a pas empêché George W. Bush de se montrer extrêmement ferme et décidé, tant vis-à-vis de l'Irak que des Nations unies elles-mêmes.

A l'adresse de Saddam Hussein, le président américain a sommé le régime irakien, s'il "souhaite la paix", de révéler, retirer ou détruire "immédiatement et sans condition toutes ses armes de destruction massive, tous ses missiles longue portée et tous les matériels les accompagnant".

"Si le régime irakien souhaite la paix, il mettra (aussi) immédiatement fin à tout soutien au terrorisme et agira pour le supprimer, comme tous les pays doivent le faire conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu", a-t-il ajouté.

A l'adresse des Nations unies, George W. Bush a affirmé que son pays "travaillera avec le Conseil de sécurité sur une nouvelle résolution pour faire face à notre défi commun".

"Nos principes et notre sécurité sont défiés aujourd'hui par des groupes hors la loi et des régimes qui n'acceptent aucune loi morale et ne connaissent aucune limite à leurs violentes ambitions", a déclaré le président américain en estimant que "tous ces dangers, dans leurs formes les plus mortelles et les plus agressives", se retrouvaient dans le régime irakien.

Tous ces dangers sont "exactement le type de menace agressive que les Nations unies sont faites pour affronter", a estimé George W. Bush en soulignant que l'Irak n'avait jamais respecté les engagements qu'il avait pris et que ce pays serait désormais "en mesure de construire une arme nucléaire en un an" s'il achetait des matières fissiles.

"Si le régime irakien nous défie à nouveau, le monde doit agir de façon décisive pour que l'Irak soit mis devant ses responsabilités. Il ne doit pas y avoir de doute sur les objectifs des Etats-Unis. Les résolutions du Conseil de sécurité seront appliquées (...) ou bien alors une action sera inévitable", a-t-il ajouté avant d'insister sur la détermination de son pays.

Peu avant que le président américain ne prononce son discours, la France avait fait savoir qu'elle avait "une évaluation très convergente" avec Washington et Londres de la "menace irakienne" en matière de "capacités de destruction massives (...) en particulier dans le domaine chimique et bactériologique".

"La position de la France est d'obtenir une résolution qui permette le retour (en Irak) des inspecteurs dans des

...somme l'ONU d'agir faute de quoi les Etats-Unis le feront eux-mêmes -

délais très rapides, sans tergiversations, et si le retour des inspecteurs n'est pas constaté, de pouvoir, par une nouvelle résolution, en tirer les conséquences", a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense, Jean-François Bureau.

A Bagdad, le ministre irakien du Pétrole, Amer Mohammad Rachid, a accusé les Etats-Unis de chercher à "contrôler" la manne pétrolière dans le monde, dans une interview diffusée par la télévision nationale.

"Les Etats Unis ont l'objectif stratégique d'étendre leur hégémonie sur les richesses mondiales et se croient capables, par leur force militaire et économique, (...) de contrôler la manne pétrolière dans le monde". Ils "croient que s'ils parviennent à contrôler le brut au Proche-Orient, ils seront capables de contrôler le monde entier", a-t-il déclaré sur la chaîne satellitaire Al-Iraq.

Pendant l'intervention du président américain, saluée "avec chaleur" par le Premier ministre britannique Tony Blair, le cours du pétrole Brent de la mer du Nord a piqué du nez à Londres, s'échangeant à 28,03 dollars le baril après avoir ouvert à 28,43 dollars. Même phénomène à New York où le prix du brut de référence (light sweet crude) chutait de 87 cents à 28,90 dollars.

Source : NEW YORK (Nations Unies), 12 sept (AFP)